

Intervention de Raul Castro, au IIIème sommet de la CELAC, San José, Costa Rica - 28/01/2015

Raul CASTRO

INTERVENTION DE M. RAÚL CASTRO RUZ, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT ET DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, AU TROISIÈME SOMMET DE LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS LATINO-AMÉRICAINS ET CARIBÉENS, TENU À SAN JOSÉ DU COSTA RICA, le 28 janvier 2015.

Cher président Luis Guillermo Solís ;

Chers chefs d'État ou de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes ;

Chers chefs de délégations et invités qui nous accompagnez,

Notre Amérique, qui s'est engagée dans une époque nouvelle, a, depuis la création de la Communauté des États latino-américains et caribéens, progressé vers ses objectifs : indépendance, souveraineté sur les ressources naturelles, intégration, mise en place d'un nouvel ordre mondial, justice sociale et démocratie du peuple, par le peuple et pour le peuple. L'attachement à la justice et au droit des peuples est supérieur à celui de n'importe quelle autre période historique.

Ensemble, nous sommes la troisième économie mondiale, nous possédons les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole, la plus grande biodiversité de la planète, et concentrons une bonne part des ressources minières mondiales.

Développer l'unité dans la diversité, agir à l'unisson, respecter nos différences restera notre premier objectif et une nécessité incontournable, car les problèmes du monde s'aggravent, tandis que persistent de grands dangers et de terribles problèmes qui dépassent les capacités nationales, voire sous-régionales.

Les politiques économiques et sociales et la croissance soutenue de notre région nous ont permis cette dernière décennie de faire face à la crise économique mondiale et de réduire la pauvreté, le chômage et la distribution inéquitable de la richesse.

Les profondes transformations politiques et sociales opérées dans plusieurs pays de la région ont apporté la dignité à des millions de familles, enfin sorties de la pauvreté.

Pourtant, l'Amérique latine et les Caraïbes restent la région la plus inéquitable de la planète. Ainsi, 20 p. 100 des foyers à plus bas revenu possèdent 5 p. 100 des revenus totaux ; 167 millions de personnes souffrent encore de la pauvreté ; 1 enfant de moins de quinze ans sur 5 vit dans l'indigence, et plus de 35 millions de personnes sont analphabètes.

La moitié de nos jeunes ne conclut pas le deuxième cycle du second degré, ce chiffre se montant à 78 p. 100 dans le secteur à plus bas revenu. Les deux tiers de la nouvelle génération n'entrent pas à l'université.

Les victimes de la criminalité organisée et de la violence, lesquelles menacent la stabilité et le progrès des nations, ne cessent de croître.

Que penseront les dizaines de millions de marginaux de la démocratie et des droits de l'homme ? Comment jugeront-ils les modèles politiques ? Que penseront-ils des lois

électorales ? Est-ce donc cela la société civile dont tiennent compte les gouvernements et les organisations internationales ? Que diraient-ils des politiques économiques et monétaires si on leur demandait leur avis ?

Dans ce domaine, nombre des États industrialisés n'ont pas grand-chose à montrer à notre région, eux dont la moitié des jeunes sont au chômage, qui font retomber la crise sur les travailleurs et les étudiants qu'ils répriment tout en protégeant les banquiers, qui entravent la syndicalisation, qui paient des salaires inférieurs aux femmes pour un travail égal, qui recourent à des politiques inhumaines contre les immigrants, où croissent le racisme, la xénophobie, la violence extrémiste et les tendances néofascistes, et dont les citoyens ne votent pas parce qu'ils ne voient pas de solution à la corruption des politiciens ou parce qu'ils savent que ceux-ci oublient très vite leurs promesses électorales.

Pour instaurer ce qu'on appelle l'inclusion sociale et la durabilité environnementale, nous devons créer notre vision à nous des systèmes économiques, des modèles de production et de consommation, du rapport entre croissance économique et développement et des modèles politiques efficaces.

Nous devons combler les écarts structurels, garantir une éducation gratuite et de grande qualité, une couverture de santé universelle et complète, la sécurité sociale pour tous, des chances égales, et la jouissance de tous les droits humains à toutes les personnes.

Dans le cadre de ces efforts, la solidarité avec les pays caribéens, en particulier avec Haïti, et la défense de leurs intérêts constitueront un devoir élémentaire.

Il faut instaurer un nouvel ordre économique, financier et monétaire international, qui tienne compte, en priorité, des intérêts et des besoins des pays du Sud et des majorités, et où ceux qui imposent la concentration du capital et le néolibéralisme ne l'emporteront pas.

Le Programme de développement pour l'après-2105 doit offrir des solutions aux problèmes structurels des économies de notre région et engendrer des changements qui conduiront au développement durable.

Il est tout aussi indispensable de bâtir un monde de paix, sans lequel le développement sera impossible et où régiront les principes de la Charte des Nations Unies et du droit international.

La signature par les chefs d'État ou de gouvernement de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix a constitué un pas historique et nous sert de référent pour nos relations entre nos pays et avec le reste du monde.

La solidarité dans Notre Amérique sera décisive pour faire progresser nos intérêts communs.

Nous condamnons énergiquement les sanctions inacceptables et injustifiables imposées unilatéralement à la République bolivarienne du Venezuela, et l'ingérence extérieure permanente qui vise à créer un climat d'instabilité dans cette nation sœur. Cuba, qui connaît par cœur toutes ces histoires parce qu'elle en a souffert pendant plus de cinquante ans, réitère son appui le plus résolu à la Révolution bolivarienne et à son gouvernement légitime conduit par le président Nicolás Maduro Moros.

Nous joignons notre voix à celle de la République argentine quand elle réclame la restitution des îles Malvinas, Georgia du Sud et Sandwich du Sud, et des espaces maritimes environnants. Nous appuyons cette nation sud-américaine et sa présidente Cristina Fernández quand elles font face aux attaques de fonds spéculatifs et aux sentences de cours vénales qui violent sa souveraineté.

Nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple et le gouvernement équatoriens, que préside Rafael Correa, quand ils réclament des indemnisations à la transnationale Chevron pour les dommages environnementaux qu'elle a provoqués dans l'Amazonie équatorienne.

Notre Communauté sera incomplète, je l'ai déjà dit, tant qu'il lui manquera Porto Rico dont la situation coloniale est inadmissible, et dont le caractère latino-américain et caribéen ne fait aucun doute.

En ce qui concerne les conversations visant à instaurer la paix en Colombie, les accords obtenus par le gouvernement et les Forces armées révolutionnaire de Colombie/Armée du peuple à La Havane sont significatifs : jamais on n'était allé si loin sur la voie de la paix. Cuba, en tant que garant et siège de ces conversations, continuera de fournir toutes les facilités requises et de contribuer dans toute la mesure du possible à la cessation du conflit et à l'édification d'une paix juste et durable dans cette nation sœur.

Nous continuerons d'appuyer résolument la juste réclamation des pays caribéens qui demandent de réparations pour les dommages que leur ont causés l'esclavage et le colonialisme, et nous opposerons tout aussi fermement à la décision de les priver de ressources financières indispensables sous le prétexte technocratique qu'il s'agirait censément de pays à revenu intermédiaire.

Nous nous félicitons des excellents progrès faits au Forum CELAC-Chine et du renforcement des liens de notre région avec le groupe BRICS.

Nous redisons notre inquiétude devant les dépenses militaires énormes et croissantes imposées au monde par les États-Unis et l'OTAN, ainsi que devant leur tentative d'étendre leur présence agressive jusqu'aux frontières de la Russie, un pays avec lequel nous avons des relations historiques, fraternelles et mutuellement avantageuses. Nous nous opposons résolument aux sanctions injustes qui lui ont été imposées unilatéralement.

L'agressivité croissante de la doctrine militaire de l'OTAN et le déroulement de guerres non classiques, qui ont déjà eu des conséquences dévastatrices et de graves séquelles, menacent la paix et la sécurité internationales.

Aux yeux de Cuba, l'égalité souveraine des États-Unis et l'autodétermination des peuples sont des principes incontournables.

L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies doit utiliser ses facultés pour préserver la paix et la sécurité internationales face au double poids de deux mesures, aux excès et aux omissions du Conseil de sécurité.

On ne saurait attendre plus longtemps pour reconnaître comme membre de plein droit la Palestine à laquelle je transmets la solidarité du peuple et du gouvernement cubains. C'en est assez de recourir au veto pour garantir que les crimes d'Israël restent impunis.

L'Afrique, où se trouvent aussi nos racines, n'a pas besoin de conseils ni d'ingérence, mais du transfert de ressources financières, de technologie et d'un traitement juste. Nous défendrons toujours les intérêts légitimes des nations avec lesquelles nous avons lutté coude à coude contre le colonialisme et l'apartheid et avec lesquelles nous avons des relations de coopération fraternelles. Nous nous rappellerons toujours leur solidarité et leur appui invariables.

Cuba défendra sans relâche les causes justes et les intérêts des pays du Sud et sera loyale à leurs objectifs et à leurs positions communes, car elle sait que la patrie est l'humanité. La politique extérieure de la Révolution cubaine reste fidèle à ses principes.

Chers collègues,

Le 17 décembre dernier, les militants antiterroristes cubains Gerardo Hernández, Ramón Labañino et Antonio Guerrero, qui sont pour nous un motif de fierté et un exemple de fermeté, sont rentrés dans leur patrie.

Le président des États-Unis a reconnu l'échec de la politique cubaine appliquée pendant plus de cinquante ans et l'isolement absolu qu'elle a provoquée pour son pays, ainsi que les préjudices que le blocus a causés à notre peuple, et il a ordonné de revoir l'inscription de toute évidence injustifiable de notre pays sur la liste des États parrainant le terrorisme international.

Il a également annoncé, ce même jour, sa décision de renouer les relations diplomatiques avec notre pays.

Ces changements sont le fruit de presque un demi-siècle de lutte héroïque du peuple cubain et de fidélité à ses principes. Mais ils ont été aussi possibles grâce à la nouvelle époque que vit notre région et à la demande résolue et courageuse des gouvernements et des peuples de la CELAC.

Notre Amérique l'a réclamé en union étroite à l'Organisation des Nations unies et dans toutes les instances.

Précédés par le Sommet de l'Alliance bolivarienne de Notre Amérique (ALBA) à Cumaná (Venezuela), les débats soutenus en 2009 au Sommet des Amériques de Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago) ont poussé le président Obama, récemment élu, à parler de repartir du bon pied avec Cuba.

À Cartagena (Colombie), en 2012, de vives discussions ont conduit à une prise de position unanime et catégorique contre le blocus – ce qui poussa un important dirigeant étasunien à parler du gros échec ou, plus exactement, du grand « désastre » de Cartagena. Les débats ont aussi porté sur l'exclusion de Cuba de ces Sommets. L'Équateur avait déjà exprimé sa protestation en n'y assistant pas. Le Venezuela, le Nicaragua et la Bolivie ont fait savoir qu'ils n'assisteraient pas au prochain si Cuba n'y était pas, attitude soutenue par le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay. La Communauté des Caraïbes a adopté la même attitude. Le Mexique et les autres nations ont fait le même genre de déclarations.

Le président panaméen, Juan Carlos Varela, a fait savoir, dès avant son investiture, qu'il inviterait Cuba sur un pied d'égalité au Septième Sommet des Amériques. Ce qu'il a fait. Cuba a aussitôt déclaré qu'elle y assisterait.

Martí avait vu juste en disant qu' « un principe juste du fond d'une caverne peut plus qu'une armée ». (Applaudissements.)

Au nom de Cuba, je vous exprime à tous ma plus profonde gratitude.

Je remercie aussi sincèrement, au nom de la nation, les cent quatre-vingt-huit États qui votent contre le blocus aux Nations Unies, à ceux qui ont appuyé cette même demande à l'Assemblée générale, aux Sommet et aux conférences internationales, et à l'ensemble des mouvements populaires, des forces politiques, des parlements et des personnalités qui se sont mobilisés sans relâche dans ce but.

Je réitère notre gratitude et nos sentiments amicaux au peuple étasunien qui n'a cessé de s'opposer toujours plus à une politique de blocus et d'hostilité datant de plus de cinquante ans.

Ces résultats prouvent que, malgré leurs profondes différences, des gouvernements peuvent, au profit de leurs nations respectives, trouver une solution à des problèmes grâce à un dialogue respectueux et à des échanges fondés sur l'égalité souveraine et sur la réciprocité.

Comme je n'ai cessé de le dire, Cuba et les États-Unis doivent apprendre l'art de coexister d'une manière civilisée, en respectant les différences entre leurs gouvernements et en coopérant sur des points d'intérêt commun, ce qui contribuera à régler les problèmes communs que connaissent le continent et le monde.

Mais qu'on ne prétende pas que Cuba renonce pour autant à ses idéaux d'indépendance et de justice sociale, ni qu'elle renie un seul de ses principes ni qu'elle cède d'un iota dans la défense de sa souveraineté nationale.

Nous ne nous laisserons pas provoquer, mais nous n'accepterons pas non plus qu'on prétende, en opportunistes, nous conseiller ou exercer des pressions sur nous en matière de questions intérieures. Nous avons gagné ce droit souverain au prix de grands sacrifices et des pires risques.

Imagine-t-on que les relations diplomatiques puissent se rétablir sans que la Section des intérêts de Cuba et son office consulaire à Washington retrouvent leurs services financiers coupés à cause du blocus financier ? Comment rétablir des relations diplomatiques sans que Cuba soit ôtée de la liste des États parrainant le terrorisme international ? Quelle sera la conduite des diplomates étasuniens à La Havane quant au respect des normes qu'établissent les conventions internationales relatives aux relations diplomatiques et consulaires ? C'est ce que notre délégation a dit au département d'État lors des conversations bilatérales de la semaine dernière, et d'autres réunions à venir devront aborder ces points.

Nous avons affirmé au président des États-Unis notre disposition de travailler à la normalisation des relations bilatérales, une fois rétablies les relations diplomatiques, ce qui implique l'adoption de mesures réciproques pour améliorer le climat entre nos deux pays, régler d'autres problèmes en souffrance et progresser en matière de coopération.

La situation actuelle offre une modeste occasion à notre continent de trouver des formes de coopération nouvelles et supérieures qui conviennent aux deux Amériques, ce qui permettrait de régler des problèmes brûlants et de frayer de nouvelles voies.

La Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix constitue dans ce sens une plateforme incontournable, y compris la reconnaissance que chaque État a le droit inaliénable de choisir son système politique, économique, social et culturel sans ingérence, de quelque sorte qu'elle soit, d'un autre État, ce qui est là un principe imprescriptible du droit international.

Toutefois, le problème principal se maintient : le blocus économique, commercial et financier, qui cause d'énormes dommages humains et économiques et qui viole le droit international, doit être levé.

Je me rappelle le mémorandum du sous-secrétaire Mallory, d'avril 1960, qui, faute d'une opposition politique réelle, proposait de provoquer à Cuba de la faim et des souffrances pour liquider le Gouvernement révolutionnaire. Tout semble indiquer maintenant que l'objectif est de fomenter artificiellement une opposition politique par des moyens économiques, politiques et de communication.

Le rétablissement des relations diplomatiques marque le début d'un acheminement vers la normalisation des relations bilatérales, mais ce ne sera pas possible tant que le blocus persistera, tant que le territoire occupé illégalement par la base navale dans la baie de Guantánamo ne nous sera pas rendu (applaudissements), tant que les émissions de radio et de télévision qui violent les normes internationales se poursuivront, tant que des réparations justes ne seront pas accordées à notre peuple pour les dommages humains et économiques qu'il a endurés.

Il ne serait ni moral ni juste ni acceptable qu'on demande quoi que ce soit en échange à Cuba. Si ces questions n'étaient pas réglées, ce rapprochement diplomatique entre Cuba et les États-Unis n'aurait pas de sens.

Qu'on n'attende donc pas que Cuba négocie ces points en échange de questions internes qui relèvent de notre souveraineté absolue.

Si nous avons pu progresser lors des récentes négociations, c'est parce que nous nous sommes traités réciproquement avec respect, sur un pied d'égalité. Pour continuer d'avancer, il faudra qu'il en soit ainsi.

Nous avons suivi avec attention l'annonce que le président des États-Unis adoptera des décisions exécutives à même de modifier certains aspects pratiques du blocus.

Pour le moment, les mesures annoncées à ce sujet sont très limitées. L'interdiction d'octroyer des crédits et d'utiliser le dollar dans nos transactions financières internationales persiste ; les voyages individuels d'Étatsuniens dans le cadre de la permission relative aux « échanges interpersonnels » restent interdits, car ces derniers visent des fins subversives, tout comme sont interdits les voyages par voie maritime ; il nous est toujours interdit d'acheter sur des marchés tiers des équipements et des technologies contenant plus de 10 p. 100 de composants étasuniens, tandis que les importations par des Étatsuniens de marchandises contenant des matières premières cubaines le restent aussi, parmi bien d'autres prohibitions.

Le président Barack Obama pourrait utiliser avec détermination ses vastes prérogatives exécutives pour modifier en profondeur l'application du blocus, puisque cela est entre ses mains sans avoir à passer par le Congrès.

Tout ce qu'il a autorisé en matière de télécommunications, dans un but évident d'exercer une influence politique à Cuba, il pourrait l'autoriser dans d'autres secteurs de l'économie.

Il est important qu'il ait décidé d'engager un débat au Congrès en vue de supprimer le blocus.

Les porte-parole de l'administration étasunienne n'ont pas caché que les méthodes changent, mais non les objectifs de cette politique, et que l'ingérence dans nos affaires intérieures se poursuivra, ce que nous n'accepterons pas. Les contreparties étasuniennes ne devraient pas se proposer d'entrer en relations avec la société cubaine comme s'il n'existait pas de gouvernement souverain à Cuba ! (Applaudissements.)

Peut-on imaginer que malgré cette nouvelle politique annoncée, les États-Unis acceptent l'existence d'une révolution socialiste à cent quarante kilomètres de la Floride ?

On veut que la société civile soit présente au Sommet du Panama, et Cuba a toujours été d'accord. Mais pas comme à la Conférence de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle, pas comme aux Sommets des Amériques de Miami et de Québec, ou au Sommet sur les changements climatiques à Copenhague, ou lors des réunions du G-7 ou du FMI, autrement dit derrière des palissades d'acier, soumise à la répression brutale des forces antiémeutes, confinée à des dizaines de kilomètres des réunions !

La société civile cubaine assistera, bien entendu, et j'espère qu'il n'y aura pas de restrictions à l'encontre des organisations non gouvernementales cubaines qui n'ont aucun statut auprès de l'OEA et qui ne tiennent pas à en avoir un, mais qui l'ont auprès de l'ONU.

J'espère voir au Panama les mouvements populaires et les ONG qui prônent le désarmement nucléaire, les écologistes, les anti-néo-libéralisme, les Occupy Wall Street et les Indignés de notre région, les étudiants et les lycéens, les paysans, les syndicats, les communautés autochtones, les organisations qui s'opposent à la fracturation hydraulique, les défenseurs des droits des immigrants, les associations qui dénoncent la torture, les exécutions extrajudiciaires, les brutalités de la police, les pratiques racistes, celles qui réclament un salaire égal à travail égal pour les femmes, celles qui demandent des réparations aux transnationales.

Néanmoins, la communauté internationale s'est félicitée de ces annonces du 17 décembre. Aux États-Unis mêmes, le président Obama a reçu un très vaste soutien.

Mais de puissantes forces aux États-Unis s'efforceront de faire avorter ce processus qui vient de s'enclencher. Ce sont ces mêmes ennemis qui s'opposent à des relations justes entre les États-Unis et l'Amérique latine et les Caraïbes, qui entravent les relations bilatérales de nombreux pays de notre région avec cette nation-là. Ce sont ceux qui ne cessent de faire du chantage et d'exercer des pressions.

Nous savons que la levée du blocus sera un processus long et difficile qui exigera le soutien, la mobilisation et l'action résolue de tous les gens de bonne volonté aux États-Unis et dans le monde, ainsi que l'adoption à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies de la résolution qui en demande la levée et, tout particulièrement, l'action concertée de Notre Amérique.

Chers chefs d'État ou de gouvernement ;

Chers amis,

Je félicite le Costa Rica, le président Solís et son gouvernement pour le travail qu'ils ont réalisé à la tête de la CELAC. Nous souhaitons la bienvenue à l'Équateur et au président Correa qui présidera notre Communauté en 2015, et les assurons de notre plein appui.

Je vous remercie. (Applaudissements.)

Raul Castro Ruiz

Traduction par Jacques-François BONALDI, à la Havane

Version Originale : <http://celac.cubaminrex.cu/articulos/discurso-pronunciado-por-presiden...>

URL de cet article 27892

<http://www.legrandsoir.info/intervention-de-raul-castro-au-iiieme-sommet-de-la-celac-san-jose-costa-rica-28-01-2015.html>